

LE MONDE ARABE ET LA RÉVOLUTION DE 1917

Analyser les retombées sur le monde arabe de la Révolution de 1917 est une entreprise complexe. Cela engage à dresser une typologie de ses effets selon la proximité relative des pays concernés avec un foyer du communisme dans un centre impérial colonisateur. Ils sont précoces et non durables pour les plus proches, retardés et plus prégnants quand les pays colonisés ne sont pas victimes d'une colonisation de peuplement, ont été occupés moins longtemps et sont éloignés de la métropole coloniale.

Typologie des pays arabes selon leur mode d'accès au bolchevisme.

Tout d'abord, l'étude du monde arabe en 1917 ne permet pas de dégager la consistance d'une entité géopolitique homogène. Cette aire civilisationnelle où la langue arabe est un véhicule de communication et de culture arabo-musulmane est depuis longtemps pour sa majorité ensevelie sous la domination ottomane. Elle l'a transformé en un monde arabo-turc déjà morcelé du fait des appétits coloniaux de l'Occident, principalement la France et la Grande Bretagne, l'Espagne et l'Italie n'étant pas de reste.

Il appartenait donc à ce monde colonial ou semi-colonial dominé politiquement et économiquement par les puissances impériales.

Mais on peut d'emblée y différencier deux modalités de domination qui correspondent à deux régions distinctes géographiquement et également politiquement.

Une zone où la domination occidentale s'exerçait de façon directe, c'est en Afrique du Nord, Al Maghrib Al Aqsa, là où était venue mourir la vague de la conquête arabe, la plus proche de l'Occident. Elle est constituée par trois principaux pays. La Tunisie et Algérie sont colonisées depuis le 19^{ème} siècle, 1830 et 1883 respectivement, et le Maroc plus récemment occupé militairement 1912, même s'il était de fait sous domination économique depuis 1860, date de son asservissement par une Dette imposée par les banques britanniques. Ils appartiennent à la zone d'influence française et pour laquelle les rapports avec la révolution d'octobre sont à suivre dans ses rapports avec le PCF.

Et la deuxième zone, l'Orient arabe, où la domination occidentale s'effectue de façon indirecte sous l'autorité de l'Empire ottoman qui avait perdu l'essentiel de ses possessions européennes dans les Balkans. Empire sans cesse aux prises avec les avancées russes depuis le 18^{ème} siècle et par conséquent assujetti par le mécanisme de la Dette depuis le 19^{ème} siècle. La nécessité de moderniser le pays en particulier par l'impérieux besoin de refondre une armée qui fut bien incapable de repousser les assauts continus de l'impérialisme russe n'avait cessé de l'aggraver. Dans l'Orient arabe disputé entre les puissances impériales britannique et française, la pénétration par les idées bolcheviques allait se faire souvent de façon moins indirecte et de manière relativement autonome par rapport aux Partis Communistes des puissances coloniales.

(1)

L'unité de cet ensemble est toutefois réalisée par le fait que le problème majeur sinon essentiel est celui de la lutte pour l'indépendance nationale bien avant que ne puisse s'articuler une lutte proprement sociale.

La deuxième difficulté provient de ce que l'imprégnation de toutes les sociétés du tiers-monde et singulièrement du monde arabe par le marxisme, en tant qu'idéologie et praxis

politique, concrétisée par la révolution triomphante d'octobre a été diffuse et peu vectorisée par un parti communiste local puissant.

La réception du communisme par le monde arabe s'est faite par deux canaux qui ont opéré des sélections. La propagande soviétique choisira les thèmes qu'elle lui proposera. Mais aussi, spontanément, les récepteurs prélèvent certains thèmes, idées et données conformes à leurs aspirations et besoins dans la masse qui leur est offerte.

Les théories pertinentes que le monde arabe trouve à sa disposition sont l'impérialisme et le développement selon le modèle de la construction socialiste.

La théorie de l'impérialisme léniniste explique le phénomène de domination auquel il est confronté, elle fournit donc une explication économique mais plus encore elle lui associe une valorisation éthique péjorative. La colonisation ou semi-colonisation résulte d'une agression dans l'unique but de réaliser un profit maximum sans aucune considération pour les peuples qui la subissent.

La théorie du développement ou de la construction socialiste répond à un besoin essentiel pour un développement autocentré quand l'absence réelle ou supposée d'une bourgeoisie nationale rend nécessaire l'intervention d'un Etat. Dans quasiment tous les pays du tiers-monde, les capitalistes étaient ou bien des étrangers ou bien des compradors étroitement liés dans une relation de dépendance avec l'économie capitaliste américano-européenne. L'URSS offrit un modèle de développement guidé par l'Etat qui ne remettait pas en cause l'autonomie de décision et l'indépendance des peuples.

Le marxisme-léninisme livre de plus un mode opératoire pour accomplir la lutte anti-impérialiste, le parti léniniste avec ses pratiques organisationnelles de pénétration des masses

Plus que tout, le marxisme offre une idéologie volontariste, optimiste et révolutionnaire avec un caractère scientifique qui garantit la validité de ses théories et de ses recettes.

L'exception de deux partis communistes arabes de masse.

La pénétration du communisme n'a été que très rarement le fait de partis communistes puissants avec une forte assise prolétarienne, l'exception est celle du Soudan et de l'Irak.

Créé en 1948 dans le sillage des partis communistes égyptiens, le PC Soudanais emprunta des voies différentes car ses dirigeants très au fait de la situation locale étaient soucieux de rendre leur parti présent au niveau de la lutte syndicale. Il fut l'un des premiers PC arabes à avoir des députés, deux au premier parlement instauré à l'indépendance dans les années cinquante. Le putsch du 25 mai 1969 avait porté au pouvoir une équipe largement communiste. Le PCS a éclaté après le coup d'état de Numeiry en 1969, la question qu'il s'était posée avait été celle du soutien inconditionnel ou conditionné à la démocratisation et démilitarisation du pouvoir. Cette divergence a été à l'origine d'une tragédie en 1971. Une tentative de coup d'Etat contre Numeiry par le parti dirigé par Abdul Khalik Mahjoub a été suivie d'arrestations et d'exécutions et a forcé le PCS à la clandestinité.

Egalement à part, le Parti Communiste de l'Irak a été créé en 1935 par des cercles d'intellectuels qui avaient déjà un passé militant sur les mots d'ordres d'union des paysans et des ouvriers, journée de 8 heures, abolition de la dette, redistribution de la terre sous le nom de Association contre l'impérialisme. Il était parvenu à développer une assise d'un million d'adhérents en raison d'un grand travail syndical. Dans les

années qui ont précédé la chute de la monarchie, 30 à 60% des ouvriers du pétrole et du transport étaient syndiqués. La guerre de 1940 a apporté une source de problèmes à ce parti qui s'était tourné vers l'URSS car celle-ci avait fait alliance avec les Britanniques, colonisateurs de l'Irak, contre les nazis. Plus tard, la prise de parti de l'URSS en faveur du partage de la Palestine allait provoquer des départs et son affaiblissement relatif. Il a cependant participé aux émeutes urbaines de janvier 48 contre le renouvellement du traité anglo-irakien de protectorat. Entre 50 et 58, l'action des communistes, en majorité assassinés et emprisonnés se déplace depuis Bagdad dans le Kurdistan. Le PCI se dota alors une nouvelle charte où il reconnaissait la possibilité au peuple kurde de faire sécession. En 1956, il adopta la ligne du panarabisme, secondaire à la récupération du canal de Suez et aux accords d'alliance entre Nasser et l'URSS. Il a soutenu activement le renversement de la monarchie en 1958 et fut associé au programme de Abdel Karim Qassim qui procéda à une réforme agraire de redistribution des terres, une refonte du statut personnel des femmes et a doublé le budget alloué à l'éducation tout en nationalisant le pétrole.

Le coup d'Etat du Baath en 1963 allait entraîner la mort et la disparition de plusieurs milliers de communistes. En 1967, un groupe de communistes dirigés par Aziz el Haj, inspiré par le guévarisme, avait opté pour la lutte armée dans les marais, très vite bien sûr écrasée dans le sang.

Les Communistes irakiens sont majoritairement chiites. Cela s'explique par le fait qu'une majorité d'arabes irakiens sont des tribus récemment installées, sédentarisées et converties au chiisme, avec une violente domination par les tribus encore nomades auxquelles elles payaient protection. La tyrannie des grands cheikhs a conduit à une émigration urbaine dans les années 30-60 constituant d'immenses bidonvilles et devenant la base de recrutement du PCI, avant de revenir au mouvement chiite politique.

Le reste du monde arabe.

Dans le reste des pays arabes, le communisme se révéla être le choix de groupuscules où entraient surtout des minoritaires et des intellectuels. Il y avait eu l'impulsion donnée par le congrès des peuples orientaux de Bakou et toute l'orientation déclarative de la troisième internationale communiste en faveur de la libération des peuples colonisés. La Russie soviétique, en butte à l'intervention armée des Occidentaux, devait chercher des alliés dans les mouvements nationalistes du monde colonial. Zinoviev au Congrès des peuples d'Orient à Bakou en 1920 appelait à la 'guerre sainte' contre l'impérialisme. L'un des actes immédiatement posé par la Russie bolchevik a été de dénoncer les négociations secrètes menées par Mark Sykes et François Georges-Picot dans le dos des nationalistes arabes et engagées pour le partage du Moyen Orient une fois la guerre finie, trahissant les promesses de la réalisation d'un Etat arabe en échange de leur lutte contre les Ottomans. L'exposition de ces plans secrets n'a d'ailleurs pas enrayé le cours de l'histoire.

La défense de l'URSS impliquait l'alliance avec des directions bourgeoises ou même féodales comme par exemple les propriétaires fonciers égyptiens en lutte contre les l'Angleterre ou avec l'émir d'Afghanistan. L'appel direct à la lutte sociale et au communisme ne pouvait que diviser ces mouvements et la perméabilité des masses orientales à des motivations non strictement nationalistes paraissait problématique. D'autant que la pénétration capitaliste des sociétés arabes était très inégale et faible de

toutes les façons. L'impérialisme n'avait pas encore créé un prolétariat local en quantité suffisante pour espérer une mobilisation de type révolution socialiste pure.

Le Komintern ne renonça pas à soutenir verbalement de multiples petits partis communistes parfois représentés exclusivement par des émigrés établis en URSS, à propager les informations sur les mouvements ouvriers et paysans, les grèves et les révoltes. Des émissaires réduisirent à une discipline stricte tous ces petits partis qui pouvaient parfois peser quelque peu sur la politique intérieure des partis concernés, et qui auraient pu représenter embryons d'organisations auxquels les événements futurs pouvaient permettre un jour de croître et de jouer un rôle important.

Ces partis ne jouirent jamais des conditions exceptionnelles qui ont permis à leurs analogues en Chine et en Indonésie notamment à se développer de manière puissante. Dans les périodes où le Komintern préconisait la tactique classe contre classe, le résultat local fut de prêcher la lutte sociale interne, donc de briser le front nationaliste.

Dans les périodes où prévalait la tactique du front unique, l'alliance avec les classes moyennes des pays colonisateurs mettait en veilleuse les revendications nationales des pays colonisés.

Nombre de dirigeants anticolonialistes qui menèrent leur pays vers l'indépendance étaient passés par l'école du PCF, mais en même temps, aucun pays ne s'est libéré sous l'égide d'un parti communiste (sauf au Vietnam et en Chine, entité semi-coloniale). On peut même observer une divergence à partir des années 1930, l'évolution de la gauche vers un patriotisme républicain et la radicalisation des mouvements nationalistes des colonisés, il n'y a jamais eu de vraie convergence anti-impérialiste qui pouvait déboucher sur un mouvement fort.

L'Égypte.

L'Égypte se trouvait près de la zone des conflits quand celui-ci a été déporté vers l'Orient. Elle avait une position originale car tout au long du 19^{ème} siècle, elle avait acquis son autonomie tout en restant vassale et tributaire de l'Empire Ottoman avec une certaine ambivalence de ces rapports où se superposaient sans se confondre la question de la suzeraineté politique d'Istanbul et le sentiment d'appartenance à la communauté musulmane dont le calife est aussi le roi des Turcs. Le nationalisme égyptien se fonda sur une réaction politique immédiate à la domination britannique et sur un patriotisme territorial inconnu ailleurs dans l'Orient arabe. Il n'allait prendre réellement sa dimension que lors de la révolte de 1919 contre le protectorat britannique, dirigée par le parti des bourgeois et des notables, le Wafd (délégation en arabe car il avait envoyé des délégués à la Conférence pour la paix à Paris).

Au lendemain de la guerre, des étrangers enthousiasmés par la révolution d'octobre créèrent en Égypte des cercles d'étude et entrèrent en contact avec les socialistes égyptiens. Ensemble ils ont constitué dès 1920 une première organisation socialiste qui prend le nom de PSE en 1921. Le PCE est fondé grâce à l'apport non négligeable du mouvement socialiste dont Salamé Moussa est l'un des principaux pôles. Il s'affilia au Komintern en 1923 dont il adopta les thèses. En février-mars 1924, quelques semaines après l'arrivée au pouvoir du Wafd, une grève générale lancée à Alexandrie par la Confédération nationale des travailleurs égyptiens créée en 1921 à partir de 90

syndicats, a été durement réprimée. (2) Les leaders du mouvement ont été déférés devant les tribunaux et condamnés. Le Parti communiste, décapité, a cessé d'exister et d'avoir un rôle particulier dans le monde égyptien. Dans l'entre deux guerres, se sont reconstituées des forces marxistes, multiples, chacune se proclamant dépositaire du seul marxisme authentique.

En 1954, il existait 8 organisations communistes les unes opposées aux autres. Tous les groupes marxistes s'opposèrent au coup d'État des officiers libres et à l'arrivée au pouvoir de **Gamal Abdel Nasser** et des militaires, sauf l'HADITU. Le Mouvement Démocratique de Libération Nationale résultait de la fusion de trois groupes et ses remarquables efforts d'organisation dans la classe ouvrière permirent la tentative de création d'une fédération générale des syndicats égyptiens, forte de 104 syndicats et 65 000 membres.

En effet, quelques **officiers libres** étaient membres de l'HADITU. Le parti allait changer sa position quelques mois après et les communistes furent alors persécutés dans la même foulée. Malgré leur participation éminente à la lutte nationale et sociale, les communistes égyptiens ne parvinrent pas à unifier leurs rangs. Après sa participation à la Conférence de Bandung en 1955, convaincu de la nécessité de transformer les structures sociales, Nasser les a rappelés au milieu des années 60 pour contribuer à un large mouvement de socialisation qu'il a lui-même dirigé. L'aventure du socialisme nassérien allait durer depuis avant la guerre de 67 jusqu'à sa mort en 1970.

Les communistes se sont unifiés après cette date au sein du parti communiste égyptien unifié en 1974. Puis ils ont œuvré à la fondation du Parti du rassemblement et de l'union progressiste rassemblant communistes nassériens et islamistes éclairés. Cela a donné lieu à une nouvelle dispersion, les communistes se sont privés de toute initiative politique qui était attendue d'eux. Malgré ses divisions, le mouvement communiste égyptien a joué un rôle culturel fondamental même si éclipsé au niveau politique.

Le Croissant fertile

C'est au niveau du Croissant fertile qu'était né réellement le sentiment nationaliste arabe dirigé d'abord contre l'Empire Ottoman.

Un Parti de la Décentralisation ottomane se créa au Caire en 1912 et des Sociétés de la Réforme virent le jour à Beyrouth en 1913. Ces divers mouvements se sont réunis à Paris en 1913, leurs résolutions étaient plutôt modérées à la veille de la première guerre mondiale. (Langue arabe officielle, service militaire dans les wilayet arabe et syrien et participation effective à l'administration centrale de l'empire des arabes ottomans en étaient l'essentiel)

A côté de cela, différentes sociétés secrètes plus radicalement nationalistes s'organisaient. Al Fatat, Société Jeune Arabe a été créée par des étudiants musulmans provenant du Croissant fertile à Paris en 1911. Al Ahd a été créée en 1913 par des officiers arabes de l'armée ottomane. L'un de ses membres fondateurs Aziz Ali al Masri un Egyptien d'origine circassienne fut accusé d'avoir reçu des pots de vin des Italiens pour leur livrer la Cyrénaïque lors de la guerre italo-ottomane de 1911-1912 et exécuté. Le Parti communiste au Croissant fertile ne fut fondé qu'après le mandat français, en 1924, par quelques intellectuels influencés par les idées révolutionnaires de 1917 mais aussi par marxistes français et certains syndicalistes qui avaient donné à leur activité syndicale un contenu politique socialiste. Le parti naissant s'était aussitôt répandu en Syrie et au Liban tous deux sous mandat français.

Le parti demanda au Komintern de renoncer à l'appellation de PC pour Parti du Peuple, ce qui lui est refusé par le 6^{ème} Congrès. Dès cette époque, il a recherché et appelé à de vastes alliances politiques autour des questions nationales et sociales en réponse aux exigences du moment. Les communistes libanais et syriens appliquaient la politique d'alliance avec la bourgeoisie locale pour l'aboutissement des revendications nationales. Parmi ces questions ont figuré le soutien à la révolution syrienne de 1925-1926 et aux petits producteurs.

Il a œuvré aussi en vue de consolider une unité arabe sur une base démocratique. Cette motion de l'unité arabe apparaît dans de nombreux textes et résolutions en particulier 1932, à l'issue d'une réunion avec le Parti Communiste Palestinien et en 1934, dans un document rédigé en accord avec d'autres intellectuels démocrates réunis dans la ville de Zahlé au Liban. Cette préoccupation se justifiait en raison de la politique de fragmentation de la Syrie par les puissances impériales mandataires qui l'ont divisée en 6 unités différentes, Liban, Palestine, Transjordanie et trois micro-états ethniques et religieux.

Une nouvelle génération de militants est apparue dans les années 33-34, éduqués en URSS, ils remplacèrent les anciennes générations dans le Liban-Syrie sous mandat français. La participation des communistes au Front populaire avait permis le fonctionnement légal du PC du Levant, la publication de journaux, la création d'organisations de masse animées par des communistes, le développement du syndicalisme où il puisa ses forces.

Ils obtinrent des succès notables d'autant qu'ils transcendaient les divisions ethniques et confessionnelles et n'appartenaient pas à la très mince couche des notables.

Une fois l'indépendance acquise, le premier congrès qui avait eu lieu entre décembre 1943 et le 2 janvier 1944 a donné naissance à deux partis, le PCL et le PCS avec à leur direction, FarajAllah Hérou et Khaled Bekdache.

Le ralliement encore une fois des communistes libanais et syriens à la prise de parti de l'URSS pour le partage de la Palestine, ce qui revenait à la liquidation de la question palestinienne, contredisant la théorisation antérieure se fit par fidélité à l'URSS comme unique bastion du communisme. Ceci les a discrédités pour un long moment aux yeux des masses arabes.

Les réserves de Fajrallah Hérou pourtant en phase avec le positionnement des peuples arabes à propos de cette résolution lui ont valu sa mise à l'écart, et la menace de son exclusion s'il ne se résolvait pas à écrire son autocritique diffusée à tous les membres des PC L et S.

Le Maghreb au travers du PCF

Le PCF et la question coloniale

Il ne faut pas confondre la situation des partis communistes en Orient avec celle du Maghreb.

Au Levant, les pays sous mandat jouissaient malgré la domination française de structures politiques développées. L'aspiration à l'indépendance était considérée depuis longtemps comme normale et d'ailleurs reconnue dans la charte du mandat elle-même.

Il n'existait pas de colonie française nombreuse et de ce fait, le PCF n'avait pas l'emprise qu'il avait sur les PC locaux au Maghreb. En Orient, il y avait alliance influence mais non domination.

Etudier les mouvements communistes en Afrique du Nord revient inévitablement à analyser l'action du PCF dans ces pays colonisés. Or le PCF dans ses débuts avait peiné à faire respecter dans ses rangs les engagements qu'il avait pris en adoptant les 21 conditions de l'Internationale communiste pour ce qui concerne la question coloniale, la huitième condition. Elle est très marginale et quasiment ignorée, en dehors d'une intervention de Nguyen Ai Quoc (Ho Chi Minh) au Congrès de Tours.

En 1921, au Congrès de Marseille Le PCF reprit la rhétorique de l'IC, en soulignant que les peuples colonisés étaient victimes de l'expansion capitaliste mais qu'ils pouvaient être utilisés dans les guerres de la bourgeoisie et alors servir de force contre-révolutionnaire. Néanmoins, ce discours anticolonial était fortement imprégné de paternalisme : « *Les colonies ne peuvent s'émanciper elles-mêmes car elles sont sans passé révolutionnaire* » peut-on lire dans le *Bulletin Communiste* de février 1922.

C'est alors que le PCF décida de créer un Cercle d'études coloniales (CEC), sur injection de l'IC. Deux tendances coexistaient donc au sein du PCF, celle symbolisée par le CEC et celle de la section de Sidi Bel Abbes. Cette section de Sidi Bel Abbes était l'une des plus importantes en Algérie, la lettre que ses leaders écrivirent aux dirigeants du parti (1922) provoqua des remous politiques. Elle s'était déclarée en total désaccord avec les thèses de Moscou sur le colonialisme et affirma que si les indigènes d'Algérie déclenchaient une insurrection anticoloniale avant qu'une révolution prolétarienne n'ait éclaté en France, l'Algérie risquerait de redevenir un régime féodal.

Il existait par ailleurs une méconnaissance des théories marxistes de l'impérialisme et du colonialisme par les communistes. La notion d'impérialisme n'apparaissait dans aucun des rapports de la Commission coloniale des trois premiers congrès. La pauvreté de l'appareil conceptuel est confirmée par l'absence dans les ouvrages et brochures de ces questions. Le modèle le plus élaboré du léninisme est figuré par l'opuscule de Jacques Doriot '*Le Communisme et les colonies*'. Mais malgré toutes ces contradictions, le PCF a été le principal centre de formation de la génération fondamentale du communisme outre-mer.

La situation de l'Algérie.

En avril 1922 naissait le journal Paria, voix des peuples-sujets, et au mois de mai se fondait l'Union Inter Coloniale. Cette genèse est liée au poids de l'immigration qui n'avait pas attendu la première guerre mondiale pour se manifester mais qui a été grandement renforcée pour répondre aux besoins en hommes de la métropole. (3)

En mai 1926 paraît le premier numéro du journal al Alam Al Ahmar annonçant l'Etoile Nord Africaine. Une organisation qui se voulait de masse fut donc créée lors de l'assemblée générale du 20 juin 1926 par des communistes algériens, membres du Parti communiste français (PCF), tels, à l'époque, Abdelkader Hadj Ali et Messali Hadj. Elle se présentait comme une section spéciale de l'Union Inter Coloniale du PCF. Le PCF imposa aux Algériens en septembre 1926 le mot d'ordre d'indépendance et l'introduit dans le programme de l'Etoile Nord Africaine sous l'impulsion de l'Internationale communiste. Les hésitations à le reprendre éclaire sur les composantes du nationalisme algérien à

cette époque. L'idée d'indépendance nationale est donc née dans l'émigration à Paris, au moment où, en Algérie, l'idéologie assimilationniste dominait.

Au Congrès anti-impérialiste, organisé par l'Internationale communiste qui se tint à Bruxelles, en Belgique, du 10 au 15 février 1927, l'Etoile nord-africaine a réclamé l'indépendance de l'Afrique du Nord par la voix de Messali Hadj, son secrétaire général. Les autorités françaises dénoncèrent la menace pour l'Autorité de l'Etat et décrétèrent la dissolution de l'ENA le 20 novembre 1929.

Le PC n'opposa qu'une riposte dérisoire aux fastes de l'exposition coloniale de 1931 et à la commémoration de la conquête de l'Algérie. La contre-exposition de la Ligue ne reçut que quelques centaines de visiteurs militants, car l'IC était sortie de la politique du Front Unique depuis le 6ème Congrès et avait adopté la tâche de la dénonciation des nationalismes.

L'ENA riposta à la stratégie classe contre classe enfermée dans l'ouvriérisme et se trouva alors réduite en nombre, Le 28 mai 1933, elle se définissait comme musulmane et sortit définitivement de l'orbite communiste. Une assemblée générale secrète élit Messali Haj président. Il avait quitté le Parti communiste français. L'Etoile nord-africaine se réorganisa et revêtit le caractère d'un parti avec comme objectif fondamental l'indépendance nationale. Mais le nouveau parti ne trouva pas l'audience qu'avait eue l'ENA auprès des travailleurs émigrés, lorsqu'elle avait, de 1926 à 1929, le caractère d'une organisation de masse. Messali Hadj chercha à implanter l'ENA en Algérie. Il rencontra d'énormes difficultés à trouver des militants. Néanmoins, lors des grèves du Front Populaire, l'ENA a adhéré aux revendications des mouvements sociaux et se solidarisa avec les ouvriers.

Une nouvelle dissolution en janvier 1937 de l'ENA allait conduire Messali Hadj trois mois plus tard, à la constitution du Parti du Peuple Algérien (PPA) qui poursuit les mêmes objectifs que ceux de l'ENA, revendiquant une émancipation et une autonomie totale de l'Algérie au sein de la République française. Mais Messali ne revendiquait plus l'indépendance. Situation paradoxale car le discours de Messali Hadj le 2 août 1936 au stade d'Alger qui avait porté haut le mot d'ordre de l'Indépendance fut l'un des trois grands événements ayant permis de structurer le mouvement nationaliste révolutionnaire algérien avant l'insurrection du 1er novembre 1954.

La République du RIF

La seule action d'importance qu'ont organisée les communistes en dehors des cercles d'études fut la campagne contre la guerre du Rif. Ce fut la première fois que l'anticolonialisme devint un argument de mobilisation des ouvriers français. La proclamation officielle de la République du Rif, le 1er juillet 1923 communiquée à la Société Des Nations en langue anglaise et empruntant sa formulation au droit international, n'a été pourtant qu'un des moments de la résistance du peuple marocain à sa domination. Elle fut effective dès la vacance symbolique et effective du pouvoir central après la Conférence d'Algésiras en 1906 et se poursuivit les armes à la

main jusqu'en 1933 où la politique de corruption de certains chefs de tribus et la répression militaire ont eu raison d'elle momentanément et imposé la 'pacification'.

Malgré ses insuffisances, la campagne contre la guerre du Rif a été la seule campagne d'importance qu'avaient organisée les communistes en dehors des cercles d'études et ce en dépit d'une opposition dans le PC que la résolution de l'exécutif élargie du Komintern allait fustiger un peu plus tard. (4) Ce fut la première fois que l'anticolonialisme devint un argument de mobilisation des ouvriers français. La campagne fut associée au départ avec l'évacuation de la Ruhr et ce dès 1923 dans le journal l'Avant-Garde de septembre. Les mots d'ordre de l'évacuation et de la fraternisation furent lancés puis le PCF a présenté des candidatures de coloniaux aux élections législatives de 1924 et municipales de 1925. Dans le même temps fut affirmé le droit à l'indépendance du Maroc et des liens sont établis entre la révolution chinoise et le Rif. Un effort fut déployé pour démentir l'image du barbare et montrer en Abdelkrim le chef d'une république moderne. Cela répondait bien aux injonctions du Komintern de faire progresser l'idée neuve de 'l'union du prolétariat et des peuples coloniaux'. Différents thèmes, à partir du 27 mai 1925, allaient être proposés aux conférenciers afin de les articuler pour tenir des meetings et des rassemblements.

- La guerre de 14-18 n'est pas la dernière, elle continue au Maroc causant des milliers de morts et engloutissant des millions
- C'est une « vraie guerre » mobilisant 200 000 hommes et grosse de futurs conflits en raison des rivalités impérialistes
- C'est une guerre de banquiers de pillage des richesses du sous-sol. Elle a été délibérément provoquée malgré la paix proposée par Abdelkrim.
- Les ouvriers et les paysans en feront les frais, ils seront livrés à la nouvelle tuerie et la ruine financière de la France pèsera sur eux.
- Le cartel des Gauches agit en serviteur de l'impérialisme français avec l'appui de chefs réformistes contre un peuple devenu le symbole des opprimés.

Cette argumentation a figuré l'avancée extrême du mouvement ouvrier français sur le terrain anticolonialiste, il est resté minoritaire au sein du PCF. On voit qu'en réalité il a été construit en fonction des intérêts de l'ouvrier français.

Finalement ce fut le samedi 10 octobre que le Comité d'action fixa la date de la grève générale au lundi 12. Alors que la préparation à ce qui devait constituer l'acmé de la campagne avait été lente et méthodiquement croissante durant trois mois, cette accélération soudaine reste inexplicquée. Ce déclenchement précipité est peut-être à lier à l'annonce d'une grève illimitée, lancée par le Syndicat unitaire des tramways et autobus de la région parisienne pour le 11 octobre. Le Comité avait peut-être voulu jouer la surprise pour prendre de court les forces de répression alors que des informations sur une éventuelle arrestation en masse de militants circulaient.

Les effectifs des manifestants et des grévistes du 12 octobre ne dépassèrent pas ceux de la CGTU soit entre 400 000 et 600 000 ouvriers, principalement en région parisienne et ne touchant que faiblement la zone d'influence de la CGT et de la SFIO. Ainsi le projet plus ample de faire suivre la grève par une paralysie des transports des troupes et des arsenaux, prévu par les plus radicaux fut-il abandonné après la grève générale.

La grève générale a marqué le point culminant de la lutte après lequel la retombée fut rapide. La dominante de la campagne est l'antimilitarisme, mais la guerre coloniale, en employant très largement l'aviation, a évité les combats sanglants qui auraient indigné l'opinion. De plus, les troupes ont été puisées largement dans le grand réservoir des soldats indigènes, Sénégalais, Algériens, Indochinois et Marocains eux-mêmes.

Le mot d'ordre de fraternisation a été inspiré par l'IC car elle avait réellement cru à la possibilité d'une nouvelle guerre mondiale dont l'URSS risquait d'être la première victime. Pour combattre la guerre, il faut la fraternisation disait Zinoviev le 7 juillet 1924. Quand la France est entrée en guerre en avril 1925 pour seconder les armées de Franco, on est passé de la lutte contre une guerre impérialiste à une campagne axée sur les ouvriers français. Le mot d'ordre de fraternisation devint anticapitaliste dans un front ouvrier et paysan.

L'étude de l'ampleur du travail dans l'armée montre son peu d'efficacité. Les déserteurs, peu nombreux, ont été surtout des soldats de la Légion étrangère qui avaient fui les conditions très rudes de la guerre. Il y a eu surtout aux moments difficiles pour l'armée française, l'été 1925, un fort mouvement de solidarité entre Rifains et troupes indigènes d'Afrique du Nord de l'armée française, qui s'est traduit par de fortes défections dans l'armée de Lyautey. Il y a eu cependant des cas de propagande communiste au front car il y a eu 1371 condamnations sans que soit vraiment précisé s'il s'agit de défections indigènes ou de militaires français.

L'épisode rifain apparaît comme l'ultime espérance après les défaites du communisme en Allemagne de l'onde de choc de 1917. Si l'ébranlement du système est attendu à la périphérie, pour les militants, les véritables forces historiques ne peuvent être qu'au centre. Il a réussi à éclipser le mouvement syndical tunisien et la lutte contre la guerre avait supplanté le travail amorcé dans l'émigration nord-africaine.

Malheureusement, l'achèvement de la pacification du Maroc en 1933 émeut assez peu le PC.

La Tunisie

La campagne contre la guerre du Rif avait occupé le devant de la scène et la lutte syndicale des Tunisiens qui se sont efforcés de créer une fédération nationale indépendante de celles de la métropole était passée inaperçue. La création d'un syndicat national autonome dans la plus petite colonie française en 1924 a représenté une

première inédite dans l'histoire du mouvement ouvrier mondial. Au moins trois facteurs s'étaient conjugués pour concourir à cette première inédite.

Une élite combative d'intellectuels nationaux a éclos après un demi-siècle d'occupation française. Deux leaders ont été formés à l'université Khaldounya, rivale de la Zeytouna qui abritaient les réunions et les débats des contestataires de l'ordre colonial. Elle avait compris que les stratégies d'adaptation aux contraintes de la colonisation adoptée par la génération précédente ne répondaient pas au bouleversement profond du paysage économique et social du pays. En particulier, les expropriations massives des terres agricoles communes indivises tribales avait généré un exode rural et constitué une réserve de main d'œuvre. Le Mouvement Jeune Tunisien créé en 1906 sur le modèle du M. Jeune Turc par une aristocratie tunisoise avait vite disparu de la scène.

Le mouvement constitutionnaliste DESTOUR a été fondé en 1920 sur des revendications tièdes qui ne remettaient pas en cause le colonialisme. Les aspirations de la nouvelle génération étaient puisées dans la revendication de l'indépendance nationale.

La deuxième raison tient au fait que le prolétariat tunisien a été d'emblée en contact avec les courants idéologiques qui s'affrontaient dans la colonie, les mêmes que ceux qui traversaient le monde ouvrier en Europe. La rupture entre socialistes SFIO et les communistes était déjà consommée en 1924. Ce prolétariat avait fait ses classes dans la lutte syndicale et avait compris que la réalité coloniale ne pouvait être masquée derrière le discours politique. La distinction entre ouvriers européens et tunisiens se traduisait par l'existence de deux, voire trois échelles de salaires. D'où l'émergence de la nécessité de créer une centrale syndicale autonome indépendante des métropolitaines.

Enfin, le troisième élément qui avait contribué à cette émergence tient à la personnalité des communistes qui ont créé la fédération tunisienne du PCF. Ses animateurs avaient tenté de nouer une alliance avec le mouvement nationaliste naissant dès 1920-1921.

Ils ont ensuite appuyé le mouvement gréviste initié par les dockers de Tunis et la Confédération syndicale nationale. La Fédération communiste fut la seule organisation à reconnaître leur légitimité, face à la levée de boucliers de toutes les forces politiques et syndicales. Deux hommes particulièrement, Robert LOUZON et Jean Pierre FINIDORI en étaient les dirigeants et avaient impulsé cette orientation. Ils allaient d'ailleurs rapidement s'opposer aux nouvelles orientations du PCF et quitter la CGTU pour rejoindre le mouvement anarcho-syndicaliste et animer la revue Révolution prolétarienne.

Robert LOUZON était ingénieur des mines et docteur en droit, il avait travaillé à la création du Parti socialiste unifié et finance l'achat du local de la CGT rue de la Grange aux Belles. Ce qui lui valut son licenciement de la Compagnie de Gaz de Paris. Il émigra en Tunisie et découvre la réalité coloniale, va participer à la bataille de la scission de Tours. Il publia en 1922 un réquisitoire contre le régime colonial. Il est alors exclu du territoire après un procès. Il tenta en vain de revenir en Tunisie. Il se fit exclure du PCF en 1925 pour avoir dénoncé les vagues d'exclusion et la bureaucratisation du parti. Il participa à Révolution prolétarienne, organe des syndicalistes révolutionnaires.

Le deuxième acteur communiste de l'alliance avec les ouvriers tunisiens fut Jean Pierre FINIDORI. Corse, il quitta son île natale avec l'argent provenant de la vente d'une vache pour la Tunisie en 1910. Employé municipal à Tunis, il a adhéré à l'Amicale municipale qu'il transforma en syndicat. Il rejoignit la fédération communiste de Tunisie. En 1924, il soutint activement les grévistes et leur ouvrit les colonnes de l'Avenir Social. Il se fit bannir pour ses activités et rejoignit le groupe de la Révolution prolétarienne de Louzon, Monatte, Rosmer et Souvarine.

En 1924, le syndicat la CGTT, confédération générale des travailleurs tunisiens n'avait que quelques mois d'existence, il allait vite être dissous par les colons, ses membres emprisonnés ou exilés. Poser comme revendication l'égalité des salaires revenait à contester le droit colonial car l'égalité était incompatible avec ce régime, c'était donc poser une question éminemment politique.

Mais c'est de ce parent historique et de son héritage que se revendique dès sa naissance l'UGTT en 1949 par Farhat Hached.

Cinq grèves avaient déjà eu lieu en 1924 pour revendiquer un salaire unique journalier de 24 francs, une majoration de 50% pour les jours fériés et l'augmentation de 33% pour le travail de nuit. Une nouvelle grève fut décidée le 13 août 1924.

Deux jours après Tunis, les dockers de Bizerte se mettent en grève.

Puis ce fut le tour des ouvriers de la briqueterie de Menzel Jmil, ceux de la société Hersent des docks de Bizerte, des ouvriers agricoles de Djebel Kharouba, lds charretiers de Sidi Ahmed. Des comités de grève furent élus dans chaque entreprise et une coordination se fit à l'échelle nationale. Des comités de soutien et de secours aux grévistes ont été constitués. Après différents épisodes d'intimidation policière, l'emploi d'ouvriers provenant de tribus lointaines transportés par l'armée comme briseurs de grève, de tirs de l'armée sur les grévistes avec morts et blessés, un accord intervient le 20 novembre 1924.

Absente lors des précédentes grèves des travailleurs tunisiens, la CGT de Jouhaux a tenté d'intervenir pour les inclure dans l'Union des syndicats français. Durel, secrétaire de l'USF abhorrait l'expression syndicat tunisien, arguant qu'il participerait à la division de la force du travail face au capital uni. Selon lui, seule l'intolérance raciale et religieuse empêcherait les ouvriers tunisiens de rejoindre l'USF. Ce à quoi répond un des fondateurs de la CGTT :

« Rien ne vous interdit de rejoindre le syndicat tunisien puisqu'il se prépare à rejoindre l'Internationale (syndicale), conformément aux principes ouvriers mondialement établis. Ainsi nous éviterons la division dont vous craignez les risques. Dans tous les pays de la planète, la formation des syndicats obéit à la conformation des peuples. Chaque nation dispose d'une organisation reconnue par l'Internationale. Pourquoi la Tunisie ne serait-elle pas reconnue nation parmi les nations – ce qu'elle est en réalité, si elle n'était assimilée à une terre française. Dans ces conditions, rien ne nous empêcherait de nous unir sinon votre qualité de protecteurs qui vous interdit de condescendre à nous considérer comme vos égaux. Quant à l'expérience professionnelle et syndicale, dont vous déplorez l'absence chez les autochtones, je ne la nie pas. Nul doute que si vous nous rejoignez, elle sera comblée. Nous ne sommes que des travailleurs »

Conclusion. Et la Palestine ?

La révolution d'Octobre a eu lieu dans un pays peu industrialisé. Une bonne partie de son histoire sera déterminée par la nécessité de rattraper son retard par rapport aux pays développés industriellement. Cette Révolution a eu lieu dans le contexte d'une guerre, comme ce fut le cas pour la Commune, guerre mondialisée dont la répétition générale avait eu lieu lors de la guerre de Crimée 1853-1856. Elle a succédé à la guerre des Balkans de 1913. La tâche du gouvernement des Soviétiques qui subissait encore une guerre civile soutenue par les puissances en particulier britanniques a consisté à gérer au mieux les intérêts prolétariat russe et mondial à la sortie de la guerre.

Il est donc normal que cette jeune révolution ait cherché des alliés là où elle le put. La paix et les armistices signés allaient dans ce sens. Les discussions théoriques du Komintern tranchaient pour ne considérer les mouvements coloniaux que comme simple force d'appoint à la seule lutte décisive, celle du prolétariat des pays civilisés. Et ce malgré les thèses du tatar Sultan Galiev et de l'indien Manabandra Nath Roy.

En pratique les mouvements communistes furent négligés alors que l'URSS concluait une alliance avec Mustapha Kémal et un traité avec l'Iran de Reza Khan, qui tous deux avaient réprimé avec brutalité le communisme.

L'URSS allait tenter quand même de faire en sorte que les mots d'ordre 'nations opprimées unissez-vous' ne fussent pas vains. Les nations arabes et ou musulmanes déjà existantes ou en voie de l'être allaient rapidement l'éprouver. Le premier geste de la République des Soviets va consister en la divulgation des accords secrets menés entre le RU et la France sur le devenir des régions arabes de l'empire ottoman.

Il est étonnant que peu d'auteurs intéressés par la question aient souligné la coïncidence de la proclamation d'un texte la Déclaration Balfour du 2 novembre 1917, juste après celle de la République des Soviets en octobre. Les Anglais, maîtres de la manipulation, ont voulu, parmi les multiples raisons qui les ont déterminés à faciliter l'implantation des Juifs en Palestine, tempérer la propension des juifs russes communistes pacifistes et révolutionnaires internationalistes en les enrôlant dans un nationalisme chauvin qui requerrait la poursuite de la guerre. Car une fois la Russie tsariste sortie de la guerre et devenue bolchevik, un nouveau front fut ouvert pour les puissances occidentales pour l'investir ou au moins réduire son influence à sa périphérie.

Le parti communiste palestinien est le plus ancien des partis communistes arabes, fondé en 1919. Cette fondation précoce explique la présence en son sein d'un grand nombre d'émigrés juifs d'Europe et installés en Palestine. Il connaît différentes phases et est soumis à différentes divisions. La tâche des communistes juifs était soumise à la contradiction majeure qu'il leur fallait lutter contre le sionisme grâce auquel ils étaient présents et maintenue sur cette terre en voie de colonisation. Au moment où lui fut donné la consigne de s'arabiser, c'est-à-dire d'intégrer des Palestiniens, beaucoup le quittèrent. En 1948, il devient le PC israélien composé de juifs et de Palestiniens. Un autre parti, le PC palestino-jordanien qui a eu dans ses rangs beaucoup d'éléments du PCP a été créé. Le PCJP parvint à jouer important un rôle en raison du grand nombre de Palestiniens en son sein, la Cisjordanie était intégrée à la Jordanie et du fait de l'afflux des Palestiniens après 1948 de Syrie, Palestine et du Liban. Il a contribué de façon

fondamentale dans la constitution d'un Front Patriotique en Jordanie et Cisjordanie au milieu des années 50. Le Parti fait campagne au nom de ce front aux élections législatives de 1956 et obtient quatre députés. Le parlement fut ensuite dissous et les autorités jordaniennes ont entamé une campagne de répression intense. Après l'occupation de tous les territoires en 1967, tardivement dans les années quatre vingt, il se scinde en PC palestinien et PC jordanien. Or, l'une des plus graves erreurs commises par le PCJP fut, après la guerre de 67 qui fut menée par Israël contre tous les pays limitrophes, le refus de l'action armée pour la restitution de ces territoires. Des mouvements de libération d'inspiration islamique ont alors pris le relai. La Palestine avait disposé du plus précoce des Partis communistes arabes et il reste néanmoins et paradoxalement le dernier pays colonisé.

Il faut rappeler que la France, en 2017, héberge dans ses geôles le plus ancien prisonnier politique européen. Il est arabe et communiste, il s'agit du Libanais Georges Ibrahim Abdallah, combattant de la cause palestinienne, libérable depuis 1999, il entame sa 34^{ème} année de détention. Il serait bon que les communistes de ce pays fassent de sa cause une cause nationale, lui qui n'a rien renié de son engagement communiste. Il faut signaler toujours dans le registre de la question palestinienne que le théoricien du Jihad Islamique palestinien est un marxiste de confession chrétienne converti à l'islam dans la fin des années 70, Mounir Chafik. Un vaste courant avait porté à cette période sa réflexion sur l'Islam d'un point de vue civilisationnel, culturel, et politique. Composé de membres avec une très bonne culture marxiste et de solides connaissances en histoire et en économie, il a conclu à la nécessité d'adopter des devises islamiques par les masses pour permettre une révolution réelle avec développement, indépendance, unité et la libération de la Palestine. Nous pouvons rappeler que la prise de parti de l'URSS pour le partage de la Palestine en 1947 donc pour la création d'un Etat juif avait déconsidéré dans le monde arabe les PC, lesquels justifièrent à contrecœur l'évolution de la position du grand parti frère.

Nous ne pouvons que constater aujourd'hui l'inefficacité des mouvements de révolte arabe, vite pris en charge par une ingénierie méthodique et minutieuse par des ONG largement tributaires d'officines à peine secrètes de l'impérialisme occidental. Plus que jamais, il faut raviver à la fois une solidarité internationale prolétarienne, des organisations structurées en vue d'une prise de pouvoir par les non possédants du capital capables de mettre rapidement en place dès la liquidation des systèmes de prélèvement de la plus-value un autre, viable immédiatement insensible aux menaces de la finance internationale.

La culture arabo-musulmane n'est pas incompatible avec de telles visées, elle peut même démontrer en se déployant sans la contrainte néocoloniale, ses potentialités mobilisatrices pour une vraie révolution enfin universelle et universaliste.

Badia Benjelloun

Novembre 2017

(1) Avec dans cette aire une distinction à faire d'emblée entre l'Égypte et le Croissant fertile.

(2) Le nombre d'ouvriers augmente régulièrement en Égypte de 376 000 en 1907, il passe à 426 000 en 1917. 96 % de la population est paysanne, et seulement 3 % des Égyptiens travaillent dans des usines, notamment de textile à la faveur de la culture du coton. Le pays est très pauvre, les troubles frumentaires sont courants, les épidémies ravagent les campagnes, la malaria, la bilharziose et le trachome font des ravages. L'espérance de vie est de 27 ans. Les enfants qui travaillent ont entre 6 et 13 ans, sous les coups de fouet des contremaîtres européens.

(3) Mais entre 1914 et 1918 ce sont 900 000 hommes qui furent transplantés de leurs milieux d'origine dans celui des guerres impérialistes en Europe. Dont 550 000 soldats (27 000 Maghrébins dont 180 000 Algériens) et 220 000 ouvriers (80 000 Algériens) plus 150 000 Chinois.

(4)

La droite a critiqué l'action du parti contre les guerres coloniales et a saboté son action, parce qu'elle partageait sur la guerre du Maroc la conception des impérialistes français que les Marocains sont de race inférieure, des tribus non civilisées. C'est le point sur lequel la mentalité petitebourgeoise et socialpatriote de la droite, est le plus caractéristique. La *Révolution Proletarienne* de juillet 1925 apporte à ce sujet des considérations qu'il faut souligner :

“ Les dirigeants communistes français se sont comportés à l'égard d'AbdelKrim comme nos camarades russes à l'égard de SunYatSen. C'est à dire en le considérant comme le représentant d'un mouvement révolutionnaire national prolétarien... Ce n'est pas une raison pour que les communistes français s'associent sans mesure à AbdelKrim, représentant des catégories sociales très différentes, poursuivant des objectifs très différents... Kémal Pacha s'est trouvé incarné dans un mouvement d'indépendance vraiment national, non à l'action des tribus d'une province... ”

Ainsi la lutte héroïque du Riff contre la rapacité de l'impérialisme français n'est pas une lutte pour l'indépendance nationale, une lutte qui met en échec l'impérialisme français et réveille l'esprit d'indépendance des peuples coloniaux et opprimés. Les communistes ne doivent pas soutenir cette lutte des tribus guerrières du Riff contre l'impérialisme français. “ Le communiste ” qui écrit ces choses s'efforce de démontrer qu'il faut combattre AbdelKrim parce qu'il n'est pas communiste. Sans doute nous devons combattre les préjugés religieux et sociaux, le panislamisme des peuples coloniaux, y développer un mouvement populaire paysan et ouvrier, Mais quand les tribus guerrières se soulèvent contre l'impérialisme des métropoles et sont en guerre pour leur indépendance, nous devons combattre non leurs chefs, imbus peut-être de certains préjugés, mais l'impérialisme qui tente de les assujettir. Ce singulier communiste qui veut combattre AbdelKrim au moment où la bourgeoisie française s'efforce d'étouffer par la guerre le soulèvement du Riff, s'écrie : “ Le Maroc aux Marocains, oui, mais pas à AbdelKrim. ”

